

DEBATE

Laurence NARDON, Head of the Ifri program on North America

En français ou en anglais ? En français ?

Steven ERLANGER, London bureau chief of *The New York Times*

Comme vous voulez.

Laurence NARDON, Head of the Ifri program on North America

Pendant votre exposé, vous n'avez pas parlé, ni les uns ni les autres, de l'accord, qui était en négociation jusqu'à récemment, entre les Etats-Unis et l'Europe, le TTIP. Est-ce que ce traité est mort à la suite de la demande de la France de l'interruption des négociations, à la suite de l'élection de Monsieur Trump et qu'est-ce que cela veut dire sur le concept de libre-échange ? Est-ce que l'Europe tourne le dos à ce concept ou est-ce qu'on peut attendre mieux ? Merci.

Steven ERLANGER, London bureau chief of *The New York Times*

Merci.

Mohamed LAICHOUBI, Former minister, Algeria

Merci. J'aimerais poser une question et faire un rapprochement entre deux phénomènes qui semblent totalement séparés en apparence mais que l'on pourrait rapprocher. On est tous d'accord, dans le débat, depuis hier, qu'il y a une certaine fragmentation des sociétés sur les dernières élections mais, surtout, un émiettement notamment de la pensée politique. Elle n'est plus produite par les espaces partisans. On se demande si les espaces partisans classiques ont toujours cette capacité de pouvoir d'encadrer les opinions. Donc, ça, c'est clair que la question est posée. Par contre, cela n'a absolument aucun en apparence, mais je pose quand même la question, en face, dans l'espace voisin, il y a une fragmentation des sociétés due à des crises ouvertes. Je parle de la Libye, je parle du Soudan, je parle de tous ces espaces-là. La première question : est-ce que ces deux fragmentations ne devraient pas soulever un certain nombre de craintes ? Cela pourrait vouloir dire que notre pensée politique, notamment chez mes amis européens, développe certaines incapacités à appréhender l'intégralité de l'espace. Le deuxième aspect...

Steven ERLANGER, London bureau chief of *The New York Times*

Une question.

Mohamed LAICHOUBI, Former minister, Algeria

C'est la même question. Est-ce que par hasard, les politiques de développement qui appuient les politiques basées sur la minorité et non pas la réduction des grandes fractures sociales... ? Quand on sait que toutes les crises ouvertes... En Libye, c'est les fractures territoriales, Benghazi. En Irak, c'est... Est-ce que l'Europe, qui ne donne que 2 % à sa profondeur stratégique qu'est l'Afrique en investissements, quand les Etats-Unis donnent 25 % et que le Japon donne 26,7 %... ? Est-ce qu'il n'y a pas une question de fond ? Merci.

Steven ERLANGER, London bureau chief of *The New York Times*

Merci, Monsieur. Miguel.



Miguel Ángel MORATINOS, Former Minister of Foreign Affairs and Cooperation of Spain

Merci beaucoup. Félicitations au panel. On est à l'heure de vérité de l'Europe. Ils l'ont démontré. L'Europe a été visée dans sa structure de principe de réalité, que ce soit les outils économiques, toute la crise économique et financière, les éléments de liberté de mouvement, avec les réfugiés, les migrations, c'est-à-dire Schengen, les accords de commerce, avec cette négociation avec le Canada, le Brexit. Comme ancien diplomate, j'aime toujours les références historiques. L'année prochaine, on aura le soixantième anniversaire du Traité de Rome. Je sais que les pays européens sérieux sont en train de préparer une réponse. Est-ce que les deux commissions des affaires étrangères, française et allemande, vous êtes en train de préparer un document pour voir quelle Europe, où on va se diriger ? C'est ma question, parce qu'on aimerait participer.

Steven ERLANGER, London bureau chief of *The New York Times*

Merci.

Abdallah ABDALLAH, Qatar Ministry of Foreign Affairs

You mentioned that Trump's foreign policy is uncertain and, as you can see, Trump wants to improve relations with Russia. Therefore how do you see a strong American-Russian relationship having an effect on America's relationship with the European Union in the future? Thank you.

Hans STARK, Secretary general of the Study Committee for Franco-German Relations (Cerfa), IFRI

I have a question concerning the German defence figures. 2% is the level needed for European defence concerning Germany but behind that percentage is the reality; Germany already spends about EUR34 billion a year, more than France. With 2%, it would go up to EUR 60 billion a year. As a consequence, Germany would militarily dominate in the European Union and the German export rate would also be much higher than it is now. Could Europe support this kind of situation? Is 2% a good balance? Thank you.

Elisabeth GUIGOU, Member of Parliament and President of the Commission of Foreign Affairs at the Assemblée nationale, France

D'abord la question sur le libre-échange. En France, en tout cas au parlement français, nous sommes pour les traités de libre-échange. Par exemple, nous avons approuvé l'accord avec le Canada, bien qu'il y ait en France aussi pas mal de protestations sur cet accord. Nous considérons que c'est un bon accord, un accord équilibré, en particulier parce que le Canada accepte une instance de justice internationale publique et non de s'en remettre à l'arbitrage privé. Ce n'est pas le seul sujet, mais c'est un sujet important. Ce que je peux voir à la commission des affaires étrangères, où on travaille beaucoup là-dessus, c'est quand même une majorité, droite et gauche confondues. En revanche, nous considérons que la façon dont ont été menées les discussions avec les Etats-Unis, sur le Traité transatlantique, allait dans la très mauvaise direction. L'Union européenne, qui négocie pour nous, avait établi des lignes rouges avec des intérêts défensifs, par exemple, ne pas céder sur nos normes phytosanitaires, sur l'interdiction d'importer des poulets lavés au chlore, sur nos exigences en matière de sécurité sanitaire, et des intérêts offensifs qui sont évidemment d'avoir un accès plus large aux marchés publics aux Etats-Unis, à la fois au niveau fédéral et au niveau local. Comme rien n'a bougé, de notre point de vue, sur ces éléments-là, nous avons considéré que, dans ces conditions, il n'était pas possible de continuer à négocier dans le vide, en quelque sorte. Mais ce n'est pas du tout une restriction de principe, au contraire. Quand les accords sont bons, nous les approuvons.

La question de l'espace, très importante question. Est-ce que les partis sont dépassés ? Oui, dans une certaine mesure, naturellement. Mais c'est pour cela qu'il est très très important, dans nos actions publiques, nous, les politiques, nous, les membres de partis, de beaucoup plus associer la société civile et d'être en lien avec la société



civile. Moi, j'ai toujours eu un engagement associatif, à côté. Je vous ai parlé de la fondation Anna Lindh pour le dialogue des cultures, tout à l'heure. C'est absolument essentiel, parce qu'il y a des idées dans la société civile, parce qu'il y a des expressions, parce qu'il est important que les peuples se sentent partie prenante des décisions qui sont prises.

Je dirai aussi que je partage tout à fait votre remarque sur la nécessité de revoir nos politiques de développement et le partenariat que nous avons, nous, Européens, avec l'Afrique par exemple, l'Afrique du nord ou l'Afrique subsaharienne. Vous avez très justement mentionné l'importance des investissements que les Etats-Unis d'Amérique font dans leur sud et que le Japon ou la Chine, maintenant de plus en plus, font en Asie du sud-est, pour voir que se créent des solidarités nord-sud. Nous avons besoin, nous, Européens, de faire et d'aller évidemment dans cette voie, mais dans un esprit complètement différent de ce qu'a été le colonialisme. Il faut absolument accepter un vrai partenariat, d'égal à égal, c'est-à-dire transférer de la valeur ajoutée, transférer des investissements, pas seulement faire du commerce. C'est bien, le commerce, mais les investissements, c'est mieux, parce que cela crée des emplois sur place. On ne peut pas continuer à demander aux pays du sud de simplement consommer ce que nous produisons. C'est d'ailleurs ce que l'Allemagne a fait avec les pays d'Europe centrale et orientale. Et c'est très très bien. Moi, je suis donc tout à fait là-dedans. Miguel Moratinos le sait, puisque nous militons ensemble dans le même *think tank*, pour cette idée d'une verticale Europe-Méditerranée-Afrique ou Afrique-Méditerranée-Europe. Je crois que c'est très complémentaire.

Miguel, est-ce que nos deux commissions des affaires étrangères ont envisagé de publier un document commun ? C'est une excellente question. Nous nous exprimons souvent de concert avec Norbert, mais je crois que nous pourrions peut-être essayer de rassembler nos positions, c'est vrai...

Norbert RÖTTGEN, Chairman of the Foreign Affairs Committee, Bundestag, Germany

Oui.

Elisabeth GUIGOU, Member of Parliament and President of the Commission of Foreign Affairs at the Assemblée nationale, France

... dans quelque chose d'écrit. Ce serait évidemment très bien.

Norbert RÖTTGEN, Chairman of the Foreign Affairs Committee, Bundestag, Germany

Some brief remarks on the question, regarding TTIP. My personal view is that international trade and the trade agreement between Europe and the United States is a major part of our effort to forge and develop rules-based systems. It is not just about economy; it is about geopolitics and who sets the rules and standards for a global order; for that, TTIP is vitally important. I have to admit that TTIP has become a symbol of all the anti movements, not just traditional left wing but also right wing anti-Americanism; anti-globalisation; anti-capitalism. It attracts all the anti movements in the West so we are on the defensive. However, I think we have to fight for it because it will develop rules for the world, which is otherwise without rules and chaotic, or see China emerging as the rule-setter, which is not in our interests. At first glance, there seems to be nothing in common between the fragmentation of societies in Europe and the fragmentation and disintegration of societies in the Middle East, such as Libya, Iraq, Syria etc. I would only identify one important linking element and this is the emergence of identity policy. Everywhere, in the Middle East and Europe, we have identity policy as a new tool, perhaps also of power policy. We have to be very aware of the desire and yearning for identity in a globalised world; it is very important. I think we should make use of the anniversary next year of the Rome Treaty, to not only celebrate the past but to have a view of what Europe needs to do now to serve the interests of its people and citizens. This is what European governments and politicians have to do, in a way to relaunch the European project for the decades before and take a measure of our predecessors.



Steven ERLANGER, London bureau chief of *The New York Times*

That is probably a good place to end because we have run out of time. If it is about identity politics, building a European identity would be a great thing. I apologise for not managing my time very well but I was enjoying myself. We had a wonderful conversation and I thank the panellists and hope that you will all do the same.